



CENI/SEA/DIREELCOM/SCRIP- 011-18

COMMUNIQUE DE PRESSE

Antananarivo, 21 mars 2018

Le sixième séminaire international d'échanges du Réseau des Compétences Electorales Francophones a été clôturé ce jour à l'hôtel Colbert à Antaninarenina. Pour cette deuxième journée, les participants se sont penchés sur trois thèmes importants exposant notamment « le recensement et le vote : la participation des femmes et des minorités aux élections », « la composition paritaire des organismes de gestion des élections (OGE) et le recrutement des agents électoraux » et enfin « l'intégration de la perspective de genre et de diversité au cycle électoral et le rôle des organismes de gestion des élections ».

Au cours des différents exposés et des échanges, les ateliers ont mis en relief les défis auxquels les électrices, les candidates et les minorités doivent relever durant le processus électoral. Il a été ainsi évoqué les obstacles à la participation des femmes et des minorités qui peuvent se traduire par des violences électorales catégorisées en quatre types : physique, sexuelle, socio-psychologique, économique. D'après les statistiques exposées par l'International Foundation for Electoral System (IFES), la majorité des femmes parlementaires subissent ces formes de violence. Et d'ajouter que la prévention de la violence électorale doit faire partie des missions et attributions des OGE.

Par ailleurs, avec l'avancée des nouvelles technologies de l'information et de la communication, la violence à travers le cyber sphère émerge dans le champ politique qui pose à présent des risques spécifiques. L'absence de solidarité de la gent féminine a également suscité de vives discussions. Différents questionnements cherchent également des réponses notamment : « pourquoi les partis politiques n'ont pas la volonté de mettre en avant les candidatures féminines et à faire élire des femmes ».

De même, le poids des traditions et cultures reste contraignant du fait que de manière globale ils privilégient les hommes dans l'éducation, les prises de décision que ce soit politique ou sociale... De plus, la femme fait de l'auto exclusion en considération de ses charges au foyer et de la pression morale et des préjugés.

Au niveau des recensements des électrices, les obstacles à s'inscrire sur la liste électorale ne sont pas les moindres. Pour le cas de Madagascar, les femmes et les minorités font face à des facteurs géographiques, climatiques, sécuritaires, sociaux, politiques, économiques et culturels et également des problèmes liés à l'accès au média et à l'information.

Les minorités par contre, souffrent des insuffisances des mesures incitatives et des dispositifs facilitant l'accès au processus électoral mais également des incohérences des divers textes et lois. Pour sa part, la CENI Madagascar a élaboré une politique d'intégration de genre dans la mise en œuvre de sa stratégie d'éducation électorale et sensibilisation et

a particulièrement effectuée des activités de recensement ciblé à l'intention des femmes et dans les zones où l'inscription féminin est relativement bas.

En conclusion, de nombreux défis restent à relever. Il est crucial de mettre en place un environnement adéquat afin de permettre une inclusivité de toutes les différentes catégories de la population.

Enfin, à l'issue du séminaire les participants ont fait des recommandations pour un processus électoral inclusif favorisant la participation des femmes et des minorités à travers une déclaration.

Ce séminaire sera poursuivi par la 6^{ème} Assemblée Générale du RECEF qui se tiendra ce jeudi 22 mars 2018.